

**Voeux au Corps diplomatique -
Politique étrangère - Discours de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
(Paris, 30 janvier 2018)**

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est avec plaisir que nous vous recevons, mon épouse et moi-même, au Quai d'Orsay en ce début d'année. Je tenais absolument à ce que la traditionnelle cérémonie des voeux au corps diplomatique, à l'extrémité de ce premier mois de l'année 2018, puisse se tenir dans cette maison. Je suis heureux d'adresser à chacun d'entre vous mes voeux de santé et de bonheur personnel, de réussite bien sûr dans l'accomplissement de vos fonctions au service de vos pays, au service aussi de l'amitié qui nous lie. A chacun d'entre vous, à vos familles et à vos proches, je souhaite une heureuse année 2018.

On dit souvent que la diplomatie est un métier de représentation. Cela veut-il dire que pour être un bon diplomate il faut aussi parfois être un bon comédien ? Je laisse la réponse en suspens, nous avons les uns et les autres suffisamment d'expérience dans ce domaine pour avoir un avis là-dessus. Même si l'actualité internationale me fait parfois dire que la balance penche plutôt ces derniers temps du côté de la tragédie que de l'art comique !

Plus sérieusement, la représentation que nous exerçons les uns et les autres nous rappelle que la diplomatie est avant tout une affaire humaine, celle des liens qu'entretiennent, à travers nos personnes, les nations que nous avons l'honneur de représenter. Ma pratique du latin est un peu lointaine, mais je crois me rappeler qu'ambassadeur dérive d'un terme latin qui veut dire « serviteur ». « Ministre » également d'ailleurs. Nous voilà devant la nécessaire modestie.

Au-delà de la technicité des dossiers dont nous avons la charge, la diplomatie est avant tout cela : un instrument de concertation, de dialogue et d'entente entre les peuples.

Affaire de représentation, la politique étrangère est aussi une affaire d'incarnation. Pour une raison simple, l'image d'un pays auprès des autres, ce sont d'abord ses représentants qui la façonnent. En la matière, je ne vous surprendrai pas en posant le diagnostic suivant : l'élection du président de la République, l'apparition d'une majorité renouvelant complètement le paysage politique en France ont eu un impact majeur sur l'image de notre pays.

Vous avez été les témoins privilégiés de la séquence électorale hors-norme que les Français ont vécue - en matière de puissance de dramatisation et de coup de théâtre final, vous avouerez que c'était assez réussi ! Vous êtes, depuis, aux premières loges pour suivre les transformations qui ont été engagées depuis le printemps dernier et celles que nous allons mettre en oeuvre dans les mois à venir. Voilà qui a dû rendre passionnante l'écriture d'un certain nombre de télégrammes diplomatiques ! Avec quelques difficultés sans doute puisqu'avec le nombre de nouveaux visages - sauf le mien ! - qui sont apparus, et la disparition des anciens, vous avez certainement dû renouveler en parallèle votre carnet d'adresses ! Heureusement, la géographie du pouvoir n'a quant à elle pas trop changé : vous savez donc où trouver, sur les plans, l'adresse des bonnes personnes pour prendre le pouls de la politique française !

Je dirais que ce renouvellement de l'image de la France joue à deux niveaux. D'abord, ce nouvel élan démocratique donne à la puissance d'équilibre et de solutions que nous voulons être une crédibilité renforcée. La France attire et intrigue ; elle est plus audible qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Il y a en quelque sorte un « moment France » et un « moment Macron » qui se nourrissent l'un l'autre sur la scène internationale.

Et puis, c'est le deuxième élément, je crois aussi que les Français sont comme renforcés depuis huit mois dans leur volonté d'entreprendre, dans la confiance qu'ils ont en leur destin collectif. La politique étrangère que je conduis sous l'autorité du Président de la République a justement pour objectif d'amplifier ce mouvement, de lui assurer des débouchés partout où nos intérêts sont en jeu.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Pour promouvoir cette vision, pour contribuer à la définition de nouveaux équilibres dans un monde en profonde transformation, la France doit être une puissance sur laquelle on peut compter et avec laquelle on doit compter, sur le plan diplomatique, militaire mais aussi sur le plan économique.

Nous voulons mettre en oeuvre une diplomatie agile et convaincante ; nos forces armées sont aujourd'hui engagées sur des théâtres particulièrement difficiles. Pour former un ensemble cohérent, efficace, capable d'imprimer sa marque, ces deux piliers ont eux-mêmes besoin de la puissance, de l'influence et de l'image positive que confère une économie dynamique et innovante. C'est à l'intersection de ces domaines que se joue la capacité à peser réellement sur les rapports de forces internationaux.

Les réformes que le gouvernement français mène aujourd'hui, sous l'impulsion du président de la République, visent justement à répondre à cette exigence, selon deux priorités :

D'abord, restaurer la compétitivité de l'économie française en libérant le marché du travail, en

améliorant notre système de formation professionnelle et universitaire et en favorisant l'investissement privé.

La deuxième priorité justement, c'est l'attractivité de notre territoire pour les investisseurs. L'organisation du sommet « Choose France », les différentes annonces d'investissements qui y ont été faites, constituent une illustration par les faits de l'image renouvelée dont dispose la France auprès des décideurs économiques internationaux.

Au-delà des investissements financiers, nous souhaitons aussi donner envie à davantage d'étudiants, de chercheurs, d'artistes, mais aussi de touristes, de venir découvrir la France et d'y saisir les opportunités qu'elle peut leur offrir. Nous souhaitons créer le désir de France.

La diplomatie économique offensive que conduit mon ministère accompagne et amplifie cette dynamique positive. Dans cette mission, je peux m'appuyer sur l'énergie remarquable du secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne. C'est notre objectif : faire que la France soit mieux identifiée et mieux promue à l'international pour ce qu'elle est aujourd'hui : une puissance du numérique, de la transition énergétique, de la recherche, de l'innovation, de l'industrie du futur et une grande place financière.

Mesdames et Messieurs,

Nous partageons les uns et les autres le sentiment que le monde est devenu, en quelques années, beaucoup plus incertain et plus risqué. Des repères s'effacent, des tendances nouvelles apparaissent dans un contexte de redistribution de la puissance à l'échelle mondiale. Le renouveau démocratique que j'évoquais à l'instant, la dynamisation de notre économie, nous les concevons comme la base, le socle pour être une force d'entraînement, pour favoriser des solutions collectives qui seules pourront répondre aux défis globaux de notre époque.

Dans un monde aussi interdépendant que le nôtre, nous avons besoin d'un multilatéralisme efficace, capable de garantir la cohésion et la résilience du système international, capable de défendre et de promouvoir les biens communs dont notre avenir collectif dépend. C'est le message que le président de la République a adressé à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier. C'est celui que nous exprimons aux grandes puissances, de façon franche et sans faux-semblant.

Cette exigence concerne d'abord la mondialisation elle-même. Je parlais il y a un instant de nos réformes dans le domaine économique et social. Elles répondent à un besoin d'adaptation aux transformations de l'économie mondiale. Pour autant, ces mesures ne signifient pas que nous acceptons tous les aspects du capitalisme contemporain, en particulier lorsqu'il génère des excès tels que l'accroissement des inégalités ou le réchauffement climatique, des excès qui le fragilisent d'ailleurs.

Les Etats, pas plus que les entreprises, ne peuvent ignorer les critiques et les doutes que nos concitoyens formulent à l'encontre de ces réalités. Ils mettent au défi les responsables politiques et les décideurs économiques d'inventer ensemble un chemin commun, un

« nouveau contrat mondial » pour reprendre l'expression du président Macron à Davos, qui fasse le pari de l'optimisme, du progrès et de l'ouverture plutôt que de l'isolement, de la fermeture et de la confrontation. Ce qu'ils nous demandent, c'est d'agir pour l'adoption et la mise en oeuvre de règles organisant la mondialisation de façon juste, équitable et durable.

Le président de la République a exprimé la semaine dernière à Davos quelle était la vision de la France sur ces sujets. A l'échelle mondiale, des différences majeures existent toujours s'agissant du développement économique et humain ; c'est l'enjeu de la politique ambitieuse d'aide publique au développement que nous menons : contribuer à la paix et à la stabilité en agissant sur la longue durée, avec l'éducation, la réduction des inégalités, la santé et le développement économique pour objectifs prioritaires, notamment en Afrique. Au Sahel, nous mettons ainsi en oeuvre une stratégie globale de stabilisation qui combine sécurité, je pense notamment à la force conjointe du G5 Sahel, dialogue politique avec les accords conclus à Alger, et action en faveur du développement, avec le lancement de l'Alliance pour le Sahel. J'en suis persuadé, le multilatéralisme efficace exige des pays qui en ont les moyens une part de générosité sans laquelle la solidarité internationale est un mot vide de sens.

C'est aussi de cette manière que nous pourrons faire face avec nos partenaires à la crise migratoire, sur le long terme, en agissant sur ses causes profondes : celles-ci tiennent bien souvent à l'absence de perspectives dans laquelle se sentent enfermés ceux qui décident de prendre la route de l'exil. Ils sont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers présents clandestinement sur le territoire libyen. Sur ce sujet, le président de la République a décidé la mise en oeuvre d'une politique globale, avec pour principes l'humanité que nous devons aux personnes qui se trouvent dans cette situation, mais aussi la rigueur et l'efficacité nécessaire pour répondre à l'ampleur de cette crise migratoire. La France s'engage, en appui à l'Organisation internationale des migrations (l'OIM), comme avec le Haut-commissariat aux réfugiés (le HCR) qui est le premier destinataire de nos contributions volontaires aux Nations unies.

Nous assumons donc toutes nos responsabilités au titre de l'asile, grâce au travail remarquable que mène l'OFPRA. Mais lorsque les demandes d'asile sont rejetées, c'est aussi notre responsabilité de veiller à ce que la réadmission dans les pays d'origine ait lieu dans des délais raisonnables. Cela suppose une coopération étroite avec les pays d'origine, de même qu'avec les pays engagés dans la lutte contre les trafics de migrants. Ces organisations criminelles sont les premières responsables des drames humains qui se jouent sur les routes d'Afrique, en Libye et en Méditerranée.

Le discours du président de la République à Ouagadougou a fixé des orientations claires sur la place que le continent africain occupe dans chacune des politiques mises en oeuvre par le gouvernement. En Afrique, ce sont en réalité l'ensemble des priorités de notre politique étrangère qui se trouvent rassemblées : la sécurité et le développement, les enjeux environnementaux, l'éducation, l'emploi, le soutien à la sécurité alimentaire, aux politiques sanitaires et de santé, le sport, la promotion des cultures, des savoirs et de la langue française afin de répondre aux aspirations des sociétés africaines. Dans un monde aussi interconnecté que le nôtre, la diversité culturelle et le plurilinguisme doivent être respectés.

La mondialisation est aussi aujourd'hui le théâtre d'une concurrence économique exacerbée et de tendances isolationnistes qui compromettent les bénéfices de l'ouverture commerciale.

Nous devons donc agir collectivement afin de garantir la réciprocité dans nos accords commerciaux. C'est le message que la France porte auprès de ses grands partenaires, comme le président de la République en Chine il y a trois semaines, ou dans les instances internationales, comme lors du dernier G20 à Hambourg.

Nous devons également innover pour inventer les nouveaux modes de régulation dont notre monde et notre économie ont besoin. A cet égard, la lutte contre le réchauffement climatique est l'une des priorités de notre politique étrangère, comme l'a à nouveau montré l'organisation du « One Planet Summit » à Paris le 12 décembre dernier. L'initiative portée par le président de la République d'un Pacte mondial pour l'environnement va dans ce sens. Mais je pense également à la sécurité et à la stabilité dans l'espace numérique : elles exigent une gouvernance associant les acteurs publics, les entreprises et les membres de la société civile.

Mesdames et Messieurs,

Ces actions en faveur d'une mondialisation mieux organisée, capable de se transformer pour être plus juste et réellement bénéfique à tous, ces initiatives n'ont de sens que si la sécurité internationale est elle-même assurée. C'est le premier des biens communs, la clef de voûte dont nous devons assurer la solidité dans un contexte de multiplication des crises ces dernières années. Lorsque les crises durent ou s'aggravent, c'est par défaut de coopération internationale. Lorsqu'elles trouvent une issue, c'est parce que nous avons su nous rassembler et agir de façon coordonnée.

La lutte contre le terrorisme est une priorité partagée par la plupart de nos diplomates. L'année dernière, les attaques terroristes n'ont épargné aucun continent. Au Moyen-Orient, et en Afrique du Nord, l'année 2017 aura vu la défaite de Daech sous sa forme territoriale. Ce résultat, nous le devons justement à l'action coalition internationale et de ses partenaires au sol. C'est un tournant. C'est aussi une réponse aux attentats qui ont frappé notre pays, l'Europe et d'autres pays. Daech n'a pas complètement disparu, et d'autres groupes, à commencer par al-Qaïda, sont prêts à prendre le relais. Il faut donc rester vigilant, sur le terrain mais aussi en faisant porter notre effort contre les sources de financement du terrorisme. Nous organiserons en avril prochain une conférence dédiée à cet objectif.

Mais aujourd'hui au Levant commence le temps de la stabilisation, et là où c'est possible, le temps de la reconstruction. La France agit déjà sur le plan humanitaire en Irak, au Liban et dans le nord-est syrien. Nous augmenterons d'ailleurs nos moyens d'intervention humanitaire tout au long du quinquennat.

Vous avez pu le constater ces derniers mois, au Liban comme en Libye, notre intervention passe par une méthode de dialogue politique qui consiste à parler à l'ensemble des acteurs concernés, afin de tracer des perspectives politiques crédibles de sortie de crise.

La France a pris un certain nombre d'initiatives, sous l'impulsion du président de la République, pour la mise en oeuvre de formats adaptés qui permettent d'agir sur les zones de crise tout en respectant le rôle global des Nations unies. Nous en assurons le suivi. Nous l'avons fait en Libye, où nous parlons avec tout le monde et où je me suis rendu deux fois

depuis la réunion de La Celle Saint-Cloud, et où j'ai rencontré tous les acteurs. Nous le ferons pour le Liban, avec la tenue de plusieurs conférences internationales en soutien à ce pays ami, à son économie et ses institutions, et en particulier ses forces armées. Et là où la stabilité existe, il faut la préserver. Je pense en particulier à la Tunisie, où le président de la République se rendra en visite d'Etat dès demain.

Cette démarche est d'autant plus essentielle que la défaite de Daech, si elle ne s'accompagne pas de perspectives politiques et d'ailleurs aussi économiques, risque de se traduire par une lente mutation des conflits. Seule une solution politique durable sera à même de garantir la sécurité de la population syrienne comme des voisins de la Syrie, et d'éteindre ce foyer d'instabilité à nos portes. Nous avons su, ensemble, gagner la guerre, il faut maintenant, ensemble, gagner la paix.

Mais la paix, cela ne veut pas dire l'impunité. Face au blocage des efforts internationaux pour enquêter sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie, la France a donc lancé la semaine dernière, avec les pays qui veulent bien s'y associer, mettre un terme à cette situation, un partenariat international contre l'impunité. Nous souhaitons que ce partenariat puisse s'élargir à tous ceux qui partagent cet objectif. Les responsables de ces crimes doivent savoir qu'ils auront à rendre des comptes et seront sanctionnés, même en cas de blocage temporaire au Conseil de sécurité.

La question, aujourd'hui, se pose d'abord en Syrie, mais notre objectif est bien d'empêcher la prolifération et l'emploi de ces armes odieuses partout dans le monde. La prolifération des armes de destruction massive est l'une des menaces les plus préoccupantes à laquelle nous faisons face. Nous continuerons donc à défendre l'accord nucléaire avec l'Iran, tout comme la mise en oeuvre des sanctions prises par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Corée du Nord. A ce titre, j'ai réaffirmé aux autorités japonaises le plein soutien de la France face à la menace que le régime de Pyongyang fait peser sur la région.

Mesdames et Messieurs,

Pour favoriser la stabilité et la sécurité de notre environnement, la France a fait le choix résolu d'une approche qui favorise à chaque fois la coopération internationale et l'action multilatérale. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique de l'élection présidentielle où les Français ont choisi un président profondément européen, c'est-à-dire un chef d'Etat élu sur un projet de coopération et d'intégration plutôt que de simple statu quo, de simple coexistence par l'équilibre des puissances.

L'Europe est justement le cadre prioritaire pour faire émerger des réponses collectives aux différents enjeux que je viens de rappeler. La relation franco-allemande est le moteur de cette ambition. La déclaration commune du président et de la Chancelière pour l'anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée a manifesté à nouveau la confiance qui existe entre nous. Mais le propre d'un moteur, comme son nom l'indique, est d'avoir une capacité d'entraînement vis-à-vis de l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne. A cet égard, les chantiers ne manquent pas, avec les 52 initiatives proposées par le président de la République lors de son

discours à la Sorbonne en septembre dernier. Certaines se sont déjà traduites concrètement, pour d'autres nous devons encore convaincre nos partenaires.

Je serai mobilisé sur ce sujet, avec la ministre chargée des affaires européennes, Nathalie Loiseau, à mes côtés. Les consultations citoyennes voulues par le Président Macron seront un moment central pour réduire la distance qui s'est installée entre les citoyens et les institutions européennes depuis de trop nombreuses années. Je suis certain que vous et vos collaborateurs les suivrez avec intérêt.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs,

Vous le voyez, les objectifs de notre politique étrangère sont clairs, ainsi que la méthode pour avancer dans cette voie, dès à présent. A nouveau, je vous souhaite une heureuse nouvelle année. J'espère que malgré la charge de travail, vous pourrez profiter des joies qu'offre notre capitale, sans oublier nos régions et nos paysages ! En les faisant partager à votre famille, à vos proches, à ceux que vous recevez, je souhaite que vous soyez aussi à votre manière des ambassadeurs de la France, dans le plein respect de vos allégeances respectives, cela va de soi ! Cantonnée à notre gastronomie et à notre patrimoine, c'est une représentation honoraire qui ne devrait pas être trop compromettante ! Je vous souhaite une bonne année./.